

La Vie Internationale

ATTENTE

Plus s'approche l'heure des conversations décisives anglo-américaines de Washington, moins on y voit clair. Probablement, répétons-le, parce qu'une solution vraiment constructive est impossible à l'heure présente. On prévoit déjà que les pourparlers seront plus longs qu'on ne le pensait, que les questions essentielles ne seront peut-être pas abordées, qu'on se contentera, sans doute de préparer la voix à des décisions futures et de parler au plus pressé.

Les solutions.

Une dévaluation de la livre malgré tous les démentis est inévitable. C'est la condition indispensable à un soulagement même momentané des difficultés britanniques. Mais cette nécessité même à laquelle anglais et américains se résignent soulève des objections dans les milieux d'affaires américains qui voient avec déplaisir la concurrence anglaise s'accroître sur les marchés extérieurs et même intérieurs où l'écoulement des marchandises est déjà difficile.

Les Etats-Unis abaisseront-ils leurs barrières douanières. Le Congrès américain veille et ne le permettra sans doute pas. Même difficulté pour constituer un fonds de soutien pour la stabilisation de la livre et des autres monnaies européennes dévaluées. Il faut l'autorisation du Congrès pour disposer des crédits. Si ces solutions d'envergure sont impossibles, il reste les palliatifs : Achats par les Etats-Unis de stocks de matières premières britanniques comme le caoutchouc et l'étain — Accord avec les compagnies pétrolières américaines pour substituer la livre au dollar comme monnaie de paiement du combustible; — Prise en charge, par les américains de l'entretien de bases stratégiques anglaises.

D'autres expédients de ce genre peuvent être envisagés pour boucher en partie le trou et attendre l'heure d'un règlement plus étendu.

Le décret Petsche.

La France, la première, a ouvert les écluses au capital américain; l'Angleterre et les autres pays suivront. Cet événement, le décret Petsche, paru cette semaine, n'a pas frappé l'opinion. Le fait est simple; désormais les capitaux privés américains pourront sous certain contrôle, s'investir dans les entreprises françaises et, c'est là l'essentiel, les bénéfices ainsi réalisés pourront être rapatriés en dollars, les sommes placées pourront même éventuellement être retirées. Les placements effectués par les particuliers américains ne seront plus pris dans une souricière. Ils entreront et sortiront à peu près librement et seront garantis contre toute nationalisation sans compensation. Cette mesure préparée de longue date par les experts américains était indispensable.

La politique socialisante pratiquée en France et en Angleterre, en ruinant la formation de l'épargne, en faisant se fermer les liquidités disponibles, rendait impossible toute expansion et tout progrès économique; sans concours des firmes américaines l'industrie des pays européens, non seulement était condamnée à végéter mais encore à voir son prix de revient s'élever faute de pouvoir renouveler l'outillage et en même temps se fermer progressivement les marchés étrangers indispensables à l'équilibre de la balance commerciale.

Il ne faut pas le dissimuler, les conséquences de cette mesure inévitable sont graves. Elle ouvre la voie à un impérialisme économique que les Américains ne désirent peut-être pas mais que la force même des choses les oblige à poursuivre: l'économique et le politique sont liés. Un pays qui ne peut se passer de capital étranger n'est plus maître de son destin. Le premier pas vient d'être fait vers un contrôle universel de l'économie par le capital américain. Est-ce vraiment un mal?

Ne faut-il pas en finir avec les nationalismes étroits du passé? Sans doute. Mais dans le cas de la France, si l'on avait su ménager et aider le potentiel énorme d'investissement accumulé par les particuliers, on aurait, sans pour cela se dérober aux devoirs de la coopération internationale, évité une hypothèque qui, répétons-le, même avec les meilleures intentions, pèsera de son poids sur notre organisation future, sur notre rôle dans le monde.

Le mouvement amorcé agira comme une force purement physique et si un jour, comme le pense le président Truman le monde soviétique capitule sans condition — ce qui est également tôt ou tard inéluctable — il n'y aura plus qu'un seul monde économique, but vers lesquels, qu'ils le veuillent ou non, les Etats-Unis tendent de toute leur puissance. Et c'est non seulement l'avenir matériel, mais spirituel qui est en jeu.

A Strasbourg.

Devant ce fait le reste est palabres. On a dit d'excellentes choses à l'assemblée de Strasbourg et des hommes éminents s'y trouvent rassemblés, ce qui est une nouveauté pour une assemblée parlementaire. Mais l'unification de l'Europe ne se réalisera pas par les Européens. Ils ne feront que se soumettre à des nécessités qui leur seront imposées du dehors et qu'ils croiront sans doute avoir créés eux-mêmes. Si les Etats-Unis poussent si fort à l'union européenne c'est qu'ils en dictent les conditions.

Tito et le Kominform.

De ce côté les événements ne semblent pas devoir se précipiter davantage. Pour la même fois, le traité de paix avec l'Autriche est ajourné, les Soviets voulant garder le contrôle militaire des approches de la Yougoslavie. Moralement et matériellement le Kominform perd du terrain. La rébellion grecque est virtuellement liquidée; l'Albanie paraît mûre pour passer au Titisme. Et Tito lui-même grandit. Les journaux occidentaux l'encensent et la Yougoslavie, hier encore dans un état économique et social lamentable est un paradis en herbe! Y aurait-il, comme à Rome au beau temps de Mussolini des fonds spéciaux à Belgrade pour encourager les thuriféraires?